

# Le pouvoir aux travailleurs

05 août 2005

N° 117

PRIX : 100 Fr

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes (Karl Marx)

<b>SOMMAIRE</b>	<b>PAGES</b>
<b><u>EDITORIAL:</u></b>	
- LEURS GUERRES ET LA NOTRE .....	2 - 3
- « PAIX ENTRE NOUS ET GUERRE AUX TYRANS ! » (L'Internationale) .....	4 - 8
- LA GUERRE, Y EN A ASSEZ ! .....	8 - 9
- NON A L'AUGMENTATION DU PRIX DU CARBURANT, OUI A LA GREVE DES CHAUFFEURS DE GBAKA ! .....	9
- LA « TVA » : UNE TAXE INJUSTE CONTRE LES PAUVRES ! .....	9 - 10
- NON A L'AUGMENTATION DES TARIFS DE LA SOTRA ! .....	10 - 11
- LES EMPOISONNEURS DU PEUPLE .....	12
- APRES DES ANNEES DE TRAVAIL, UNE VIEILLESSE DANS L'INCERTITUDE .....	13
- BATIMENT : CONSTRUCTION DE L'AMBASSADE DE CHINE, LES OUVRIERS REVENDIQUENT UNE AUGMENTATION DE SALAIRES .....	13 - 14

1948

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

1949

1950

THE UNIVERSITY OF CHICAGO

1951

1952

1953

1954

1955

1956

1957

1958

1959

1960

1961

1962

1963

1964

1965

1966

1967

1968

1969

1970

1971

1972

1973

1974

1975

## LEURS GUERRES ET LA NOTRE

Plus s'approche la date prévue pour l'élection présidentielle, plus il apparaît évident que cette élection ne constituera pas la fin de la crise qui déchire le pays mais l'annonce de nouvelles catastrophes. Que l'élection puisse se dérouler à la date prévue du 30 octobre ou pas, la guerre que mènent les clans qui se disputent le pouvoir sera relancée avec toutes ses conséquences dramatiques pour la population.

Si l'élection a lieu, quel qu'en soit le résultat, les vaincus n'accepteront pas le résultat et accuseront le vainqueur de tricherie. Ils n'auront pas de mal à trouver des exemples pour appuyer leurs accusations. Et surtout, ils auront les moyens de refuser le résultat car les deux camps sont armés et aucun n'a l'intention de lâcher les armes. Ils ne savent que trop bien que ce sont les armées qui assurent le pouvoir et pas les urnes.

La guerre qu'ils se préparent à aggraver n'est pas la nôtre, ouvriers, employés, chômeurs, petits paysans, petits marchands. Depuis trois ans qu'elle dure nous en subissons déjà les conséquences douloureuses : des morts, des blessés, des ruines, mais aussi, l'insécurité permanente, les rackets, la misère qui devient de plus en plus difficile à supporter. Et aussi, la peur, la méfiance des uns vis-à-vis des autres, à l'intérieur même des quartiers populaires, dans la même cour, entre voisins. Qui, dans les classes populaires, n'en a pas assez de cette situation ? Qui est assez inconscient pour souhaiter que cela dure ?

Les chefs des clans politiques et leurs sous-fifres, Gbagbo et les siens d'un côté, Ouattara et Bédié momentanément alliés dans le G7 de l'autre, voudraient bien nous enrôler, les uns et les autres, suivant nos sympathies politiques ou nos ethnies, dans leurs camps respectifs. Ils voudraient bien que leurs armées et leurs milices soient soutenues par un nombre croissant d'entre nous. Ils voudraient bien nous transformer en fantassins de leurs causes respectives.

Mais dans une guerre, seuls les généraux de l'un des camps ou de l'autre peuvent gagner. Jamais les fantassins. Aux petits soldats les morts, les blessés, les souffrances. Aux généraux vainqueurs, le pouvoir et la richesse qui va avec. Mais qu'est-ce que cela changera pour nous que l'un ou l'autre l'emporte ?

Que ce soit Gbagbo qui sorte victorieux des affrontements à venir ou que ce soit Ouattara et Bédié ; ou encore, qu'un quelconque militaire émerge comme quatrième larron après un coup d'état, il n'y aura toujours pas de travail pour tous, les salaires seront toujours aussi bas, les villages seront toujours aussi pauvres et les dirigeants continueront à engloutir l'argent de l'Etat, au lieu de le consacrer à la santé publique, aux hôpitaux, aux équipements indispensables comme l'eau potable ou des

canalisations correctes dans les quartiers populaires.

Oui, nous savons tous, en réfléchissant posément, qu'aucun de ces dirigeants ne changera notre sort. L'un d'entre eux est au pouvoir, les deux autres, y sont passés, sans que cela change la vie des classes populaires. Alors, pourquoi mourir pour eux ? Pourquoi s'entretuer ?

Pendant qu'ils essayent de nous passionner pour leur guerre à eux, en dressant les uns contre les autres ceux d'entre nous qui sont nés au Sud et ceux d'entre nous qui sont nés au Nord, les soi-disant vrais Ivoiriens contre les étrangers, ils mènent ou laissent se dérouler une autre guerre contre nous tous, celle menée par les riches et l'Etat contre les classes populaires.

Les patrons des entreprises qui continuent à fonctionner licencient et bloquent les salaires quand ils ne les diminuent pas pendant que les prix augmentent. L'Etat lui-même a imposé, rien que cette année, deux hausses de prix du pétrole qui font augmenter le prix des transports collectifs. Même quand on garde le même salaire ou la même recette pour les petits marchands ou pour le paysan pauvre, on vit de plus en plus mal avec la même somme. D'autant plus mal que tous les parasites qui ont la moindre autorité, à commencer par les corps habillés, prélèvent de plus en plus sur le peu qui reste aux pauvres. Qu'est-ce donc, tout cela, si ce n'est une guerre, une véritable guerre, contre les classes populaires ? Une guerre où les pauvres meurent, aussi sûrement que par balles, de faim, de malnutrition, de maladies que l'on pourrait éviter si on avait une hygiène publique et des logements corrects et que l'on pourrait guérir si on avait de l'argent.

Face à l'Etat, face aux patrons, face aux riches, nous ne pourrions nous défendre que tous ensemble, travailleurs et chômeurs, quelle que soit notre ethnie. Tous ceux qui essayent de nous dresser les uns contre les autres, de nous entraîner dans une guerre ethnique stérile, sont des criminels, pire que les assassins. Ils ne se contentent pas de tuer eux-mêmes – ils veulent nous transformer, à notre tour, en tueurs. Il faut rejeter leurs propagandes, leurs mensonges remplis du poison de la haine ethniste et xénophobe.

Pour les classes laborieuses, pour ceux qui font vivre la société et dont le travail n'enrichit que les capitalistes et les grands mangeurs de l'Etat et ses petits parasites, il n'y a qu'une seule guerre juste, une seule guerre féconde : celle qu'il leur faudra apprendre à mener, d'abord pour se défendre, pour imposer des conditions de vie meilleures, mais aussi, pour changer le système économique et social afin qu'un jour les richesses ne soient pas accaparées par une minorité mais qu'elles profitent à tous.

Et cette guerre-là, contre ceux qui sucent le sang des classes populaires, nous ne pouvons la mener efficacement que tous ensemble, travailleurs et pauvres de toutes origines.

« PAIX ENTRE NOUS ET GUERRE AUX TYRANS I » (L'Internationale)

Sur le seul plan de la légalité constitutionnelle, l'organisation de l'élection présidentielle à la date prévue du 30 octobre est d'ores et déjà compromise, puisque l'article 11 de la constitution prévoit que « ...la liste électorale doit être publiée trois mois au plus tard avant les élections, par voie d'affichage dans tous les lieux de vote afin de permettre leur consultation par les électeurs ». Le délai est passé depuis le 31 juillet. Non seulement les listes électorales ne sont pas affichées, mais les vieilles listes électorales n'ont pas même été dépoussiérées alors qu'elles datent de 2000. Et depuis, non seulement toute une génération de jeunes a atteint l'âge de voter, mais il y a eu surtout les grands déplacements de populations consécutives à la rébellion militaire de 2002, à la partition du pays, aux affrontements, à l'état de guerre. Autant dire que les anciennes listes laissent la porte ouverte à toutes les manipulations.

Bien sûr, il y a eu suffisamment de tripatouillages de la constitution au cours des dernières années pour qu'il soit possible de trouver un artifice juridique de plus susceptible de lever les obstacles. Il faudrait cependant que les camps en présence se mettent d'accord et qu'ils veuillent que les élections aient lieu. Mais en ont-ils envie ? Ou plutôt, y ont-ils intérêt ?

Il faut être un naïf sans espoir pour croire les dirigeants politiques des divers bords lorsqu'ils affirment que leur souci est « la démocratie » ou « l'expression de la volonté populaire ». C'est pour le pouvoir qu'ils se battent. Ils n'ont que

faire de la volonté populaire. Bédié comme Ouattara avaient été parmi les principaux dirigeants du temps de Houphouët et de sa dictature. Les prendre pour des « démocrates » est tout simplement risible. Mais Gbagbo montre, depuis qu'il est au pouvoir, en téléguidant les actions de son armée, de ses milices, de ses escadrons de la mort, en les tolérant en tout cas, en aggravant la démagogie ethniste, l'idée qu'il se fait de la démocratie.

Ce n'est donc pas à partir de leurs discours qu'on peut raisonner pour tenter de prévoir l'évolution de la situation politique, mais sur les intérêts respectifs des clans rivaux.

Des trois principaux antagonistes connus de la lutte pour le pouvoir – car il y en a peut-être d'autres, du côté de la hiérarchie militaire ou du côté des seconds couteaux, genre Guillaume Soro ou Blé Goudé ou encore du côté du candidat suscité par le chef de l'Etat pour diviser le PDCI – c'est sans doute Gbagbo qui a le plus intérêt à ce que l'élection présidentielle se déroule le 30 octobre. Il tient le pouvoir. Il peut peser sur le résultat de l'élection. S'il la gagne, fut-ce par la tricherie, le bourrage des urnes ou la terreur de ses milices ethnistes, il y gagne une nouvelle légitimité. Cela ne suffirait pas pour réduire l'opposition des « Forces nouvelles » qui n'accepteraient évidemment pas les résultats. Mais cela lui permettrait de se poser en homme qui a respecté les conditions posées par les grandes puissances et par les Etats africains, à Marcoussi, à Accra ou à Prétoria. Et de revendiquer, sur cette base, la levée de l'embargo sur les

armes pour son camp et un soutien international pour réduire le Nord et pour mettre fin à la division du pays – à son profit.

Gbagbo est donc sincère lorsqu'il affirme – comme il l'a fait encore dans son discours du 7 août, jour anniversaire de l'indépendance – qu'il veut que l'élection présidentielle ait lieu à la date prévue du 30 octobre. A condition cependant qu'on lui laisse les moyens de la gagner. Mais si on le prive de ces moyens, s'il a des raisons de penser qu'il court le risque de perdre l'élection, qui peut parier qu'il voudra prendre le risque, quand même ? Qu'il ne sera pas tenté de prolonger son mandat s'il a l'appui de l'armée, secondée par sa milice – ou qu'il n'y sera pas poussé par tous ceux qui tirent profit de sa présidence ?

Pour des raisons symétriques, les G7 n'ont aucune envie d'une présidentielle avec Gbagbo comme grand maître de la cérémonie. Ils ne s'en cachent pas. Les Soro et compagnie sont devenus d'un seul coup des partisans pointilleux de la constitution – eux pourtant qui exercent le pouvoir en vertu d'un putsch bien peu « constitutionnel » - et brandissent déjà l'article 11 qui rend l'organisation de la présidentielle à la date du 30 octobre impossible. Les dirigeants du G7, RDR en tête, annoncent qu'il y aura un « vide constitutionnel » à partir de cette date là, en arguant du fait que si le 30 octobre il est impossible d'élire un nouveau président, celui qui est en place perd sa légitimité. Ce qui s'impose alors, disent-ils, c'est une « transition politique », c'est-à-dire un pouvoir transitoire neutre qui se donne le temps d'organiser des élections en donnant les mêmes chances à tous les candidats. Et le journal « Patriote » qui exprime le point

de vue du RDR se perd déjà en conjecture pour esquisser le portrait robot d'une personnalité neutre, religieuse par exemple, présumé non candidat à la présidence, qui pourrait organiser une élection présidentielle « honnête ». Ce à quoi la presse favorable à Gbagbo réplique que si l'élection ne peut pas être organisée le 30 octobre, le mandat du président en place est automatiquement prolongé jusqu'à ce que l'élection puisse être organisée et que le président nouvellement élu prenne ses fonctions. Façon de préparer deux fers au feu pour prolonger le pouvoir FPI.

A hypocrite, hypocrite et demi. Chacun jure de ses grands dieux de respecter les accords de Marcoussis, tout en dénonçant le rival qui ne le respecte pas. Mais le problème n'est pas, là encore, dans les arguties juridiques. Il est le même qu'au lendemain de la coupure de l'appareil d'Etat en deux. Les Forces nouvelles n'ont pas commencé les premiers pas des trois aspects du DDR (désarmement, démobilisation, réinsertion). Les pré-regroupements des éléments de l'armée du Nord, prescrit par les accords pour préparer le désarmement, n'ont pas eu lieu à l'échéance prévue. Les dirigeants du Nord savent fort bien que garder les armes est leur seule garantie. Quant à Gbagbo, il n'a pas l'intention de désarmer ses « milices patriotiques ». Il ne veut pas se priver du point d'appui que ces milices représentent pour lui, sans parler du fait qu'en tentant de les désarmer, il risque peut-être la guerre civile dans son propre camp.

C'est dire que ce « processus électoral » que la diplomatie internationale, celle de Paris en particulier, avait présenté lors de la signature de Marcoussis, comme un

processus de paix, est en réalité une marche vers la guerre. Le compromis imposé alors aux deux partis, en fixant des échéances et des dates butoir, pousse aujourd'hui à l'épreuve de force.

Nul ne peut prédire aujourd'hui comment l'épreuve de force pourra se dénouer. Elle se traduira inévitablement par de nouveaux accès de démagogie ethniste de la part des dirigeants et de leurs presses respectives et finira pas se transformer sur le terrain, dans les villages, dans certains quartiers par de nouveaux affrontements. Ces affrontements seraient plus catastrophiques encore pour la population, plus meurtriers, qu'une intensification de la guerre entre les corps habillés des deux armées opposées. De plus, les deux aspects pourront se conjuguer, sans même parler des coups tordus comme le massacre de Guitrozon et de Petit Duékoué ou tout récemment, les attaques d'Anyama et d'Agboville, dont on ne sait toujours pas si elles étaient le fait des « rebelles » comme le prétend le gouvernement, une provocation du camp de Gbagbo pour aggraver le climat de tension ou le signe d'une dissension dans le camp gouvernemental.

Le Palais présidentiel téléguide-t-il les « jeunes patriotes », les milices FPI et les groupes armés qui font monter la tension ? En subit-il, aussi, la pression ? Gbagbo en joue en tout cas, tout en répétant qu'il est pour la résorption pacifique de la sécession et le respect des accords. Façon de s'adresser aux milieux dirigeants, dans le pays même ou en dehors, pour les convaincre qu'il est le seul à pouvoir discipliner le Sud et que l'accession à la présidence d'un concurrent et surtout s'il s'agit d'Ouattara, se traduira par une explosion incontrôlable.

Pour l'heure, les milices FPI profitent du climat de tension pour encadrer de plus en plus la population. Derrière leurs noms innocents de « parlements », les rassemblements qui ne se limitent plus à la « sorbonne » du Plateaux mais essaient dans nombre de quartiers populaires, sont destinés à jouer le rôle de surveillance puis d'encadrement et demain, peut-être, pire. Ils contribuent en tout cas à renforcer le climat de méfiance entre communautés et de peur parmi les dioulas. Mais il ne faut pas se faire des illusions : si cet encadrement se renforce, il cherchera à terroriser, aussi, même s'ils sont du Sud, ceux qui ne sont pas d'accord avec le régime ou que les hommes de mains du FPI considèrent comme trop modérés. Il n'y a qu'à voire le régime de terreur imposée par la FESCI dans le campus universitaire.

La démagogie développée dans certains de ces « parlements » mélange l'hostilité – légitime – contre le gouvernement français, contre l'influence économique et militaire de l'ancienne puissance coloniale avec la méfiance vis-à-vis des dioula. Mais la démagogie anti-français est surtout verbale et n'a évidemment pas le pouvoir d'atteindre ni Chirac et compagnie, ni les grands capitaux à la Bouygues. La démagogie contre les Burkinabés, les dioulas se traduit par contre périodiquement par des actes abjectes et sanguinaires.

La fraction rebelle de l'armée ne protège en rien les populations originaires du Nord contre cela – et telle n'est nullement son intention. Ses discours dénonçant le sort fait aux dioulas ne sont, justement, que discours et démagogie. Le jeu politicien d'Alassane Ouattara et de Soro

Guillaume donne au contraire des arguments à la démagogie opposée du FPI. Chacun des deux camps politico-militaires contribue à sa façon à aggraver les clivages, installer un climat de méfiance et de peur réciproques qui empoisonne la vie de toute la population. Surtout celle des classes populaires qui, elles, n'ont pas les moyens de se réfugier sous des cieux plus cléments.

L'avenir risque être plus dur encore pour les classes populaires que ne l'est le présent. C'est le cadet des soucis des grandes puissances, de la France en particulier, comme des chefs d'Etat africains qui font mine de se pencher sur la situation en Côte d'Ivoire. Mais l'état de guerre est préjudiciable aux affaires – si ce n'est pour les marchands d'armes et autres profiteurs de situations troublées. Mais qu'y peuvent les gouvernements qui prétendent vouloir «aider la Côte d'Ivoire» ? De quel côté trouver un semblant de solution ?

Espèrent-ils, préparent-ils un nouveau coup d'état militaire, écartant Gbagbo et laissant sur la touche ses deux principaux rivaux Bedié et Ouattara, avec un régime militaire le temps nécessaire pour résorber la sécession ? Les candidats pour le rôle existent peut-être parmi les officiers supérieurs – un Mathias Doué en a par exemple le profil, de surcroît, acceptable par les grandes puissances et les Etats africains – mais les FANCI sont-elles assez unies pour suivre celui qui tenterait le coup ? La promotion d'officiers partisans de Gbagbo laisserait penser le contraire, sans parler les signes de division interne dont témoignent aussi bien la bastonnade du colonel Yao Yao par des militaires de la garde présidentielle que l'appel public de

l'ex-porte-parole des FANCI à la désobéissance. De plus, Gbagbo peut être tenté de s'appuyer sur les « jeunes patriotes » et autres milices ethnistes qui, sans avoir la force de s'opposer à l'armée, pourraient inciter celle-ci à la prudence.

Une intervention extérieure ? Mais l'intervention de Licorne en novembre dernier, a montré que l'ancienne puissance coloniale dont les troupes sont déjà présentes dans le pays, a accumulé tant de haine contre elle, attisée par tant d'années de pillages, que son intervention ne pourra que jeter de l'huile sur le feu et peut-être même, embraser d'autres pays africains. En outre, pour hostile que soit Chirac à la personne de Gbagbo, il serait suicidaire pour lui et sa majorité de s'engager dans une guerre coloniale alors que s'approchent, en France aussi, les élections. Et que pourrait rapporter une telle guerre à l'impérialisme français ? Il est plus probable qu'il cherche à se dégager du bourbier et s'en laver les mains alors que l'impérialisme français porte une responsabilité historique majeure dans l'appauvrissement de la Côte d'Ivoire, dans le maintien de ses dirigeants politiques corrompus et donc, dans la dégradation présente de la situation.

Restent l'éventualité de l'intervention d'un Etat africain ou d'une coalition d'Etats. On a bien vu, il n'y a pas longtemps, l'armée nigérienne intervenir pour tempérer la guerre civile au Sierra Leone. Mais cette intervention n'a eu lieu qu'après plusieurs années de guerre civile, lorsque les camps opposés s'étaient déjà épuisés dans le combat. Qui, du Nigéria ou de l'Union sud-africaine, aurait la puissance militaire pour intervenir et la capacité politique de faire accepter sa présence en Côte

d'Ivoire ? Et en faveur de qui ? La récente intervention publique de l'ambassadeur de l'Afrique du Sud Chief Gwadiso donnant quitus à Gbagbo d'avoir respecté les accords de Marcoussis n'est peut-être pas une maladresse comme aimeraient le croire les dirigeants du G7, mais le signe que le président sud-africain Thabo Mbeki sort de son rôle de médiateur entre les deux camps pour soutenir Gbagbo. Mais de là à le soutenir par un engagement militaire autre que d'éventuelles livraisons d'armes, il y a une marge. Rien ne dit pour l'instant que Mbeki est prêt à la franchir. D'autant moins que si une intervention sud-africaine en faveur de Gbagbo pourrait être chaudement accueillie par les partisans de ce dernier, il n'est pas dit qu'elle ne jette pas dans les bras de la rébellion militaire ceux qui

ont toutes les raisons de craindre que Gbagbo consolide son pouvoir.

Alors ? Le proche avenir, en poussant à l'épreuve de force, désignera peut-être qui des bandes armées opposées gagnera le monopole d'opprimer les classes populaires de ce pays. Mais la guerre, quel que soit son déroulement concret, n'apportera à ces dernières, toutes ethnies confondues, que du sang, des larmes et une misère plus grande. Et quelle que soit son issue, elle n'apportera qu'une perpétuation de l'exploitation, de l'oppression, des rackets.

A bas la démagogie ethniste au nom de laquelle on voudrait nous amener à prendre parti pour l'un ou l'autre des chefs qui s'affrontent pour le pouvoir et à nous battre entre nous !  
A bas la guerre qu'ils nous imposent !

## LA GUERRE, Y EN A ASSEZ !

Le dimanche 24 juillet a commencé à Abobo avec une rumeur persistante de l'attaque des localités d'Anyama et d'Agboville. Tout d'abord on a cru à un subterfuge du pouvoir pour détourner les attentions de la journée ville morte décrétée par les transporteurs pour le lendemain. Mais au fil des heures, la confirmation de coups de feux dans ces localités fut établie.

Contrairement aux autres fois, les gens ne se sont pas vraiment mus. A Abobo, qui étaient la commune la plus proches des deux localités, la vie a continué son cours normal. A part le transport qui a été perturbé à cause des corps habillés qui avait bloqué la voie principale de la commune et les magasins qui sont restés fermés, on se serait cru un jour ordinaire. La forte concentration des gendarmes et autres

militaires qui filtraient les allés et venus de tout les passants alourdisait un peu l'atmosphère. Cette nuit, il eu bien des coups de feu dans certains quartiers d'Abobo, mais ils étaient le fait plutôt de quelques soldats.

Le lendemain les soldats se sont fait un peu discrets pour laisser la vie économique suivre son cours normal. Pendant ce temps, les médias d'Etat orientaient dangereusement les attaques dans un sens ethniste. Bien sûr, le FPI a immédiatement montré de l'index d'abord les Forces Nouvelles. Mais très vite les médias sous son contrôle, dont la télévision, ont présenté des burkinabé comme étant les auteurs des attaques d'Anyama et d'Agboville. Cette même presse avait fait de même après les attaques de septembre 2002, exposant les populations pauvres d'origine burkinabé à la vindicte

populaire et tuant des centaines de victimes innocentes.

Ce n'est donc pas surprenant que cet habitant d'Anyama, originaire du Sud dise que la nuit de l'attaque, quand les tirs ont commencé à s'intensifier, il a pris tout ce qu'il avait comme armes pour attendre le premier dioula qui franchirait le seuil de sa porte. Il n'est pas exclu que dans les quartiers dioulas, les gens ne se soient pas comportés pareillement

prêt à prévenir toute attaque.

C'est donc intentionnellement que les dirigeants du FPI s'en sont pris ainsi. Ils cherchaient encore une fois, à faire en sorte que les pauvres s'entre-déchirent entre eux, pour en tirer politiquement profit. Les populations pauvres ont tout à perdre à suivre ces démagogues criminels qui cherchent à se maintenir au pouvoir par tous les moyens et sur la peau des pauvres.

**NON A L'AUGMENTATION DU PRIX DU CARBURANT,  
OUI A LA GREVE DES CHAUFFEURS DE GBAKA !**

Une fois de plus encore l'Etat vient de décider de l'augmentation du prix du carburant. Ils sont bien conscients des répercussions d'une telle augmentation sur le niveau de vie des masses pauvres. Car qui dit augmentation du carburant dit inmanquablement augmentation du transport et aussi de toutes les autres denrées de premières nécessités.

Comme on devait s'y attendre, suite à cette augmentation du 21 juillet, les transporteurs ont décidé d'augmenter le tarif des transports. Face à cette situation, les chauffeurs de Gbaka ont décrété une grève pour protester.

Le 25 juillet, où devait

commencer leur mouvement de grève, ont eu lieu les événements d'Anyama et d'Agboville. Cela a fait tomber le mouvement. Aussi le 1<sup>er</sup> août, lorsque la grève a été relancée, le mouvement a été timidement suivi.

Cette fois-ci, les grévistes avaient la sympathie de la population. Les essais du gouvernement dit « socialiste » pour justifier cette énième augmentation et pour discréditer les chauffeurs n'ont pas marché. Les populations en ont assez des augmentations intempestives et savent que pour y faire barrage, la seule voie possible est celle montrée par les grévistes.

**LA « TVA » : UNE TAXE INJUSTE CONTRE LES PAUVRES !**

La « TVA » (Taxe sur la Valeur Ajoutée), est une taxe que tout consommateur, riche comme pauvre, doit théoriquement payer au même titre lorsqu'il achète un bien de consommation allant de la baguette de pain jusqu'à la boîte d'allumette, en passant par le savon ou le sucre. En

Côte d'Ivoire, cette taxe s'élève à 18%, sur tous les produits de grande consommation. Elle est censée rentrer dans la caisse de l'Etat pour lui permettre de faire face à ses engagements, que ce soit pour financer des infrastructures routières, l'assainissement des quartiers,

l'électrification, etc.

Mais il suffit d'ouvrir les yeux pour comprendre que les investissements que l'Etat effectue profitent principalement et avant tout à la classe riche. Les réalisations ne sont pas les mêmes dans les quartiers riches d'Abidjan comme Cocody les Deux Plateaux ou la Riviera, d'un côté, et un quartier pauvre d'Abobo, ou encore, la majorité des villages de ce pays, où les populations ne bénéficient ni d'eau courante, ni d'électricité, ni d'infrastructures hospitalières, routières, etc.

Ces seuls faits en disent suffisamment sur l'injustice que constitue cette TVA. Mais à cette injustice s'ajoutent bien d'autres. D'abord les usines et le gros commerce d'import export, c'est-à-dire les capitalistes, qui collectent en dernier ressort cette TVA pour le compte de l'Etat, ne reversent pas toujours cet argent qui, rappelons-le, ne leur appartient pas. Il les gardent, donc, indûment pour eux-mêmes et améliorent du même coup de 18% leurs marges bénéficiaires déjà élevées. Pour tenter de contourner ces détournements, le gouvernement a décidé, à compter du 1<sup>er</sup> août, de mettre en place un système de facturation dit « normalisée » avec un « sticker » soit disant infalsifiable. Mais les « stickers » déjà utilisés sur les cassettes audio et vidéo, empêchent-ils

vraiment le piratage dans ce domaine? Sûrement pas! Alors, on peut affirmer sans se tromper qu'il n'en sera pas autrement ici. D'autant moins, quand on sait à quel point les gens du fisc, à commencer par sa tête, sont des gens corrompus! On peut dès lors imaginer l'inefficacité d'une telle mesure.

Mais quand bien même cette mesure restreindrait la fraude, on l'a vu, cela ne change en rien quant à l'injustice que constitue cet impôt. Et s'ajoute à cela le fait que les hauts dignitaires de l'Etat détournent eux aussi pour leur propre compte, directement, en s'octroyant des hauts salaires et indirectement, en détournant purement et simplement les fonds publics et en les dilapidant aussi en achats d'armes de guerre à des fins politiques inavouées.

Pour la classe ouvrière et les populations pauvres des villes et des campagnes, la seule politique juste en terme d'imposition serait la suppression pure et simple de la TVA et son remplacement par un impôt direct sur le revenu avec une taxation progressive frappant fortement la classe capitaliste et les riches. Mais cette politique-là, ce ne sont pas les partis politiques que ce soit le FPI et leurs alliés ou ceux du G7 qui la mèneront de leur propre gré. Parce que tous ceux-là ont en commun de servir justement les intérêts de la classe bourgeoise.

### NON A L'AUGMENTATION DES TARIFS DE LA SOTRA !

La Sotra, de mèche avec le gouvernement et le patronat, a augmenté en douce les tickets de bus. La presse gouvernementale, que ce soit la radio, la télé et les journaux proches du FPI, a présenté cette mesure injuste et révoltante, comme un simple

réajustement des prix pour faciliter les problèmes de monnaies. Mais la vérité est bien différente. Parce qu'en fait, ils ont procédé à une augmentation des prix des tickets qui passent de 160 frs à 200 francs, soit à une augmentation de 25% ! Quant à la baisse des tickets sur

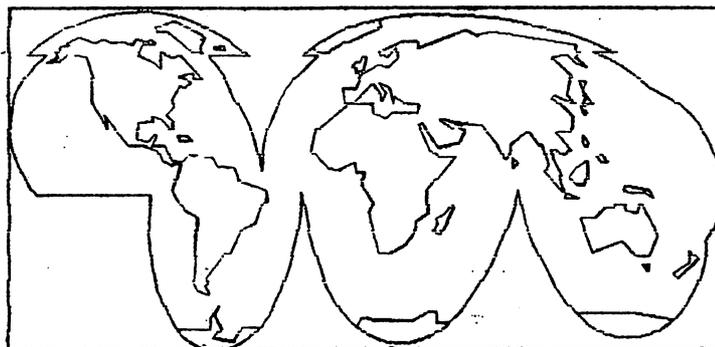
certaines trajets, où le prix est effectivement passé de 210 frs à 200 frs, elle ne touche en réalité que les lignes de faibles affluences et n'influe guère sur l'augmentation générale des prix, et sert surtout de prétexte pour camoufler l'augmentation, qui, elle, est réelle. Par exemple sur la ligne 19 qui connaît une grande affluence jusqu'à la limite du pont de Vridi, une augmentation de 40 frs représentant une perte pour beaucoup d'usagers qui ne peut se comparer à une baisse de 10 frs pour une petite minorité d'entre eux.

Cette façon de faire les choses est tout à fait à l'image du FPI qui dans les paroles se dit du côté du « peuple » et trouve à chaque fois quelques

prétextes pour dire qu'ils n'ont pas pu faire ceci ou cela parce qu'on leur aurait empêché de faire leur « politique sociale » depuis qu'ils sont au pouvoir. Mais quel mensonge !

Pourquoi cachent-ils donc cette augmentation, si ce n'est pour protéger les intérêts des propriétaires d'entreprises ? En effet, cette augmentation devrait être normalement suivie d'une revalorisation des primes de transport de 25%. Mais en bon défenseur des intérêts des capitalistes, le gouvernement ne veut surtout pas toucher à ces intérêts et préfère faire payer les travailleurs et les populations pauvres.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

## L E U R S O C I E T E

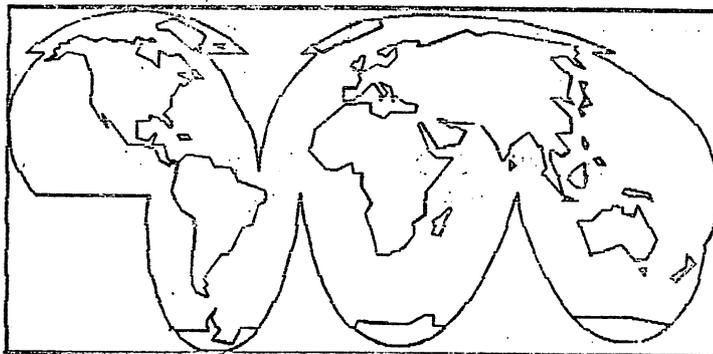
## LES EMPOISONNEURS DU PEUPLE

Dans le Soir-Info du jeudi 4 août dernier, on pouvait lire à la dernière page, deux faits divers consacrés à la sorcellerie. Le journal parle de prétendus sorciers qui auraient été démasqués par des voyants. Concernant Touré Massandjé, une des voyantes, il ne fait aucun doute qu'un contrat de publicité la rattache au journal. Il n'y a pas un jour où on ne parle d'elle et elle se retrouve très souvent à la Une. Ce journal s'est d'ailleurs spécialisé dans ce genre de faits sensationnels, au mépris de la dignité et de la vie de ces personnes injustement accusés.

Que des gens illettrés ou vivant en plein milieu de la forêt fassent cas et

croient à ces affaires de sorcellerie, ça peut se pardonner. Mais que soit des journalistes donc des pseudo intellectuels qui fassent une telle propagande d'idées moyenâgeuses, c'est scandaleux. Ils contribuent à maintenir la population dans l'obscurantisme. Mais ces journalistes à l'instar des médias au service des possédants travaillent à distiller dans la population toutes les idées réactionnaires possibles. En partant de l'ethnisme, la xénophobie, le nationalisme jusqu'aux coutumes les plus barbares qu'ils contribuent à promouvoir. Ils empoisonnent d'une toute autre façon les gens, de la pire manière qui soit.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

---

## LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

---



---

### APRES DES ANNEES DE TRAVAIL, UNE VIEILLESSE DANS L'INCERTITUDE

---

Voilà l'histoire d'un ouvrier, ex agent du CNOU (centre National des Œuvres Universitaires). Il est arrivé à Abidjan dans les années 70 quand il avait un peu plus d'une vingtaine d'années. Il a d'abord trouvé quelques contrats dans le bâtiment puis il s'est fait ensuite embauché à Filtisac. Les salaires y étaient tellement bas qu'il a saisi une opportunité de rentrer au CNOU en 1979. Il y est resté pendant 18 ans. En 1997, il fut parmi les agents déflatés. Comme prétexte, l'Etat lui a dit qu'il était un agent temporaire.

Entre-temps, il avait eu le temps de se marier et de faire neuf enfants. L'année où il fut déflaté, la plupart de ces enfants étaient encore à l'école sauf l'aîné qui était en quête d'un premier emploi. Il fut donc obligé pour subvenir aux besoins de sa famille, de trouver quelques petits contrats dans le bâtiment. Mais même ces petits contrats vont se trouver en mal quand à partir de 1999, une succession de crises politiques va secouer le pays, affectant gravement le secteur du bâtiment.

Les contrats se faisant rares, il décide de se convertir dans les cultures maraîchers dans les environs d'Abidjan. Mais cette occupation loin d'être lucrative est plutôt une occupation contre le désœuvrement.

Aujourd'hui, il vit à Sikensi à 100 km d'Abidjan et ses enfants sont ici. Il y cultive un lopin de terre qui ne rapporte presque rien et il ne peut être d'aucune aide à sa famille. L'aîné de ses enfants qui se débrouille à Marcory ne vient qu'en fin de semaine à la maison. Les 2 suivants font pareil. De ce fait les plus jeunes se trouvent livrés à eux-mêmes. Tout est à craindre pour leur éducation surtout que les repas ne sont pas aussi réguliers qu'il se devrait. D'ailleurs certains ont abandonné leurs études.

Voilà à quoi est réduit un travailleur au soir de sa vie et l'avenir qui s'offre à sa famille, l'incertitude du lendemain. Cet exemple n'est pas exception dans le genre, mais une réalité que vit la grande majorité des travailleurs dans ce pays.

---

### BATIMENT : LES OUVRIERS QUI CONSTRUISENT L'AMBASSADE DE CHINE REVENDIQUENT UNE AUGMENTATION DE SALAIRES

---

Le samedi 5 août dernier, les travailleurs de cette entreprise ont marqué un arrêt de travail de quelques heures, bloquant toute activité sur le chantier. Cette première action annonce, sans doute, d'autres pour appuyer des revendications légitimes. En effet, sur ce chantier les travailleurs sont embauchés avec un salaire de 2500F/jour, pour le 1er mois d'essai.

Cette période d'essai en réalité dure souvent plus de quatre mois. C'est seulement au bout d'une période plus ou moins long que le salaire monte à 3000F/jour, somme qui ne correspond même pas aux grilles de salaires. En effet, cette somme est censée tout inclure. Ce qui n'est évidemment pas le cas. Ni les congés payés, ni les primes de transport ne sont payés. Les ouvriers

## LE QUOTIDIEN DES TRAVAILLEURS

travaillent tous les jours, même les dimanches, toujours pour le même salaire journalier. Les heures supplémentaires sont payées quand les patrons le veulent. Quant aux manoeuvres, les plus chanceux touchent 2000F/jour. Les autres, qui forment la majorité des travailleurs de cette catégorie, doivent se contenter de 1500F.

Excédés par ces conditions de travail et les brimades, les travailleurs ont adressé une lettre de revendication à leur direction. Cette dernière a pris copie de cette lettre pour aller la déposer à son tour à la direction de l'inspection de travail. C'est ainsi que le vendredi 05 août, le directeur de l'inspection a convoqué les 8 délégués pour les entendre.

Mais à leur retour de l'inspection, les 8 délégués se sont vus refuser l'accès du chantier. Le lendemain samedi 06 août, l'ensemble des travailleurs a refusé de reprendre le travail comme un seul homme. Ils ont mandaté quelques camarades pour aller dire au chef chantier que si les 8 délégués n'intègrent pas le chantier, ils ne reprendront pas le travail.

Comme elle le fait d'habitude, la direction a fait appel à la police pour intimider les travailleurs. (Une fois précédente, la direction a même fait appel à un colonel de l'armée qui est venu avec sa suite pour les menacer

de mort afin qu'ils mettent fin à leur grève). Cette fois-ci, les travailleurs ont montré leur détermination. Ils ont réitéré la même revendication devant le commissaire, à savoir, que la reprise du travail est conditionnée par l'intégration des 8 camarades.

Après une demi-heure de négociation, entré d'un côté la direction du chantier flanquée du commissaire et de ses éléments et de l'autre côté l'ensemble des travailleurs, ils ont convenues de reprendre la négociation le mardi 8 août. Mais les travailleurs n'ont pas manqué de dire au commissaire et à la direction que leurs délégués, mêmes s'ils ne travaillent pas, doivent être considérés comme au travail et doivent être pointés et payés.

Réunis en assemblée, les travailleurs avaient décidé de se remettre en grève le mardi pendant que leur délégation négociera. Ils tiennent à montrer au chef des travaux comme à l'inspection de travail qu'ils sont déterminés et qu'ils n'acceptent de se remettre au travail que si leurs revendications sont satisfaites.

En cette période de recule général, surtout dans le secteur du BTP, ces travailleurs ont osé lever la tête pour faire respecter leur dignité et pour exiger leur dû. Ils méritent l'encouragement de tous les travailleurs car ce sont eux qui ont raison et montrent le chemin.

# CE QUE NOUS VOULONS

## Considérant

- que l'économie et la société sont basées sur l'opposition fondamentale d'intérêts entre, d'un côté, une minorité de bourgeois qui possèdent l'essentiel des richesses de ce pays et qui contrôlent les moyens de les produire et, de l'autre côté, une majorité de prolétaires qui ne peuvent vivre que de leur travail et de rien d'autre
- que le sort réservé aux prolétaires, c'est-à-dire aux ouvriers des villes et des campagnes, aux employés, à ceux qui, faute de travail régulier, vivent de petits métiers, à ceux qui font marcher la production et les transports, est intolérable du fait des salaires trop bas et du chômage
- que la majorité pauvre de la paysannerie est également condamnée à la misère par les sociétés capitalistes qui rachètent à vil prix leur production
- que les travailleurs ne peuvent pas compter sur la bourgeoisie pour améliorer leur sort car la richesse de la poignée de riches parasites bourgeois, ivoiriens ou étrangers, vient précisément de l'exploitation des travailleurs
- que l'Etat lui-même, c'est-à-dire la direction de l'administration, la hiérarchie de l'armée et de la police, est entièrement au service des riches
- que tous les grands partis, y compris ceux qui sont dans l'opposition au gouvernement en place, n'entendent pas toucher à cet état des choses
- que seuls les ouvriers des villes et des campagnes, les chômeurs ont intérêt à une transformation profonde et radicale de la société car l'organisation actuelle de la société ne leur donne rien d'autre que la misère

*les rédacteurs de ce journal estiment indispensable la création d'un parti qui représente exclusivement les intérêts politiques de la classe ouvrière et qui se fixera pour tâches :*

- de regrouper tous ceux qui, au sein de la classe ouvrière, sont déterminés à agir pour défendre les intérêts quotidiens des travailleurs contre les bourgeois, des pauvres contre les riches et pour préparer la classe ouvrière au grand combat pour libérer la société de l'exploitation - préparer les travailleurs à ce que, au cours de ce combat, ils créent les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans pauvres et à ce qu'ils conservent les armes conquises au cours de la lutte afin d'avoir les moyens de se faire respecter
- donner à la classe ouvrière la conscience de la nécessité de se servir de sa force pour reprendre à la minorité de riches industriels, de marchands et de banquiers, de hauts fonctionnaires et de politiciens corrompus toutes les richesses acquises par l'exploitation des travailleurs, afin que les ouvriers et les paysans puissent en disposer collectivement et qu'ils puissent s'en servir dans l'intérêt de tous, dans l'égalité et la fraternité, pour que chacun puisse manger à sa faim, se loger, se vêtir, se soigner correctement, et que les enfants de tous aient droit à l'éducation, à la culture, à la dignité et au respect des autres.
- favoriser l'extension de la révolution ouvrière à l'échelle internationale

La présente revue entend dans cette perspective :

- défendre et transmettre la tradition révolutionnaire de la classe ouvrière, telle qu'elle a été incarnée dans le passé par Marx, Lénine et Trotsky
- combattre l'ethnisme et le nationalisme qui divisent les travailleurs, au nom de l'internationalisme qui les unit
- contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toutes les formes d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi
- œuvrer pour développer parmi les travailleurs la conscience de constituer une classe capable de libérer la société de l'exploitation.